



**Fédération Nationale de l'Enseignement, de la
Culture et de la Formation Professionnelle
FORCE OUVRIÈRE *du département des
Ardennes***

SNUDI-FO – SNFOLC – SNETAA-FO

UD FO – Bourse du travail – 21 rue Jean-Baptiste
Clément 08000 Charleville-Mézières

*Déclaration liminaire au repli du CSA SD des Ardennes de la FNEC-FP-force ouvrière du 31
janvier 2024*

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres de cette instance,

Les déclarations de M. le Recteur et de ses services sont une gifle infligée à tous les enseignants qui, mal payés, mal considérés, essaient tant bien que mal de sauvegarder l'école de la République contre sa destruction entamée par ce gouvernement et les précédents, le tout à coup de communication bien rôdée, en mettant en avant le P/E comme critère justifiant les fermetures... Le P/E est donc devenu élément de langage, élément de communication commun à tous les départements, bien loin de la réalité vécue par les collègues devant élèves.

Certes dans les Ardennes la population baisse, certes dans l'Académie la population baisse, certes dans la Creuse aussi, en Bretagne, dans l'académie de Lille, bref, dans 21 académie sur 30... on reprend 650 postes, mais pour autant, les problèmes rencontrés dans notre métier augmentent : difficultés sociales, difficultés scolaires, problèmes de violences, harcèlement scolaire, problèmes d'inclusions sans moyens (nombres d'inclusion qui n'entrent pas dans le calcul des effectifs), problèmes des EHP récurrents, de plus en plus de dépression ou plutôt de burn-out des personnels laissés seuls... Ces éléments seront-ils, un jour, pris en compte pour ajuster les besoins réels de la carte scolaire ?

Aujourd'hui, seuls les effectifs sont mis en avant, seul le nombre d'élèves compte, seul le chiffre compte : moins d'élèves se traduit par une fermeture de classe, tant pis pour le travail et la cohésion d'équipe, tant pis pour les conditions de travail détériorées, tant pis pour les conditions d'apprentissage : travailler à 18

par classe rendez-vous compte, c'est pas décent !! C'est trop peu !! Pas assez d'émulations !! Et puis c'est pas la norme !!

Vous verrez que bientôt on trouvera comme argument que les élèves qui ont la chance d'évoluer en demi-niveaux ne sont pas assez autonomes et qu'à ce titre il faut les remettre dans des grands groupes le plus souvent possible... parce que plus on est de fous...

Madame la DASEN, nous ne travaillons pas devant des effectifs, nous travaillons devant des élèves qui ont chacun leurs spécificités, leurs humeurs, leurs envies, leurs problématiques... Si nous voulons pouvoir exercer dans de bonnes conditions, si nous voulons pouvoir différencier, individualiser les apprentissages, être pleinement présents, patients, bienveillants, prodiguer un enseignement de qualité, nous ne pourrons le faire qu'avec des effectifs décents.

Or c'est tout le contraire qui risque de se passer, à l'instar de l'hôpital, faire toujours plus avec de moins en moins de moyens et de moins en moins de temps, tant la fiche de poste s'alourdit pour nous, les enseignants de terrain, et je dois vous le préciser : nous ne sommes pas des super-héros !

Mme la DASEN, vous devez répondre aux commandes ministérielles et rendre 28 postes, qui vont se traduire par une quarantaine de fermetures de classes... Pensez-vous que les conditions d'exercices découlant de ces fermetures vont garantir de meilleures conditions d'exercices et de meilleures conditions d'apprentissage ? Comment garantirez-vous la sécurité, la santé et le bien être des collègues au travail ? Pensez-vous que les fermetures n'impacteront pas les résultats des élèves ? Pensez-vous que faire classe pour 26 élèves soit identique à une classe de 18/20. ?

Sans oublier cet éternel problème des EHP qui arrive en tête de peloton dans les signalements SST, des limites vite atteintes du fameux protocole, du désert de solution pour les personnels qui se font insulter, frapper, malmener quotidiennement... et finissent par craquer

Enfin, en guise de supplément : les évaluations d'écoles, pratiquées hors texte règlementaire et dont l'objectif reste flou, sont chronophages, usent vos personnels, stressent les équipes, prennent sur leur temps de repos, de formation ou de préparation de classe (5 mercredis d'affilés nécessaires à la rédaction du rapport pour certaines écoles) et qui demandent aux enseignants d'être sondeurs, analystes, statisticiens, rédacteurs de rapports. Comme si le

temps de travail d'une tenue de classe ne suffisait pas à remplir une semaine (week-end compris), on rajoute encore et toujours des demandes, on charge la mule, mettant le personnel en situation de tension et de fatigue accrue. Mais après tout ce n'est pas fatiguant de passer quotidiennement 6h40 devant élèves, de gérer de l'humain, de préparer, corriger, réfléchir, enseigner... Y'a vraiment pas de quoi fouetter un chat...

Notre rôle est de vous alerter sur cette réalité qui semble ignorée, sur les enseignants qui craquent et pour lesquels on ne bouge pas le petit doigt, sur ce fossé qui se creuse entre la demande institutionnelle et les conditions réelles d'exercice de notre métier, conditions rendues de plus en plus difficiles par des fermetures, inclusion à tout va, enfant à besoins particuliers ingérables, par des choix qui vont à l'encontre du bon sens.

Nous manquons de psychologues scolaires, d'infirmières, de médecin scolaires, d'enseignants spécialisés, d'enseignants ordinaires, et même selon Mme la Ministre de l'éducation nationale de remplaçants (au point d'entraîner une migration de ses propres enfants en privé). Et la seule réponse apportée par notre ministère est de nous reprendre des postes.

Et L'école serait une priorité nationale !...

Alors que l'inclusion scolaire systématique et forcée fait exploser les classes et les écoles, ces reprises de postes rendent impossible la création massive de postes d'enseignants spécialisés, de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux. Or, le ministre a indiqué pourtant lors du CSA ministériel qu'il manquait 23 000 places dans les établissements spécialisés ! Sa seule réponse est de créer 100 postes pour les pôles d'appui à la scolarité (PAS) dont l'unique fonction sera d'organiser le non-respect des notifications MDPH pour les élèves en situation de handicap et donc de bafouer leurs droits. Inacceptable !

Enfin, dans le second degré, l'académie ne perdra pas de poste cette année, on pourrait s'en réjouir, cependant le « choc des savoirs » n'a pas été budgété.

Concrètement, cela signifie donc l'obligation de récupérer sur les marges horaires les moyens permettant la création des groupes obligatoires au détriment de toutes les autres disciplines et options. Le choc des savoirs vanté par notre ministre devenu 1er ministre ressemble donc à de la publicité

mensongère.

Pour toutes ces raisons la FNEC- FP- FO appelle à la grève demain jeudi 1er février et revendique :

- des effectifs de classe ne dépassant pas 21 élèves (moyenne européenne),
- des inclusions possibles en y mettant les moyens et des personnels correctement payés.
- de ne plus placer les enseignants en situation de surcharge cognitive,
- de ne plus augmenter le volume horaire des réunions au détriment du travail de classe.
- de ne plus accuser les enseignants des dysfonctionnements de l'école : nous ne sommes pas responsables de la déliquescence de l'Education Nationale organisée par ce gouvernement.